

Madame Elke Van Den Brandt,  
Monsieur Alain Maron,

Vous avez sollicité nos associations et notre groupe de travail de plaidoyer concernant les travailleur.euses du sexe (TDS) en Région de Bruxelles-Capitale (RBC), et nous vous en remercions.

Les TDS en RBC font face à une grande précarité actuellement. La plupart étaient déjà dans des situations compliquées auparavant, mais la crise actuelle COVID-19 ne fait que mettre en exergue les difficultés rencontrées. Globalement, peu d'entre elles/eux sont déclarés comme indépendant ou salarié, étant la plupart du temps dans une prostitution de survie, complémentaire ou occasionnelle.

Les problématiques identifiées et rencontrées par nos associations sont :

- La majorité des TDS en RBC se retrouvent sans aucuns revenus, ni de revenus de remplacement possible (droit-passerelle, chômage technique ou CPAS) ;
- Des besoins urgents en alimentaire et produit de premières nécessités sont apparus dès le début du confinement, en constante augmentation ;
- Plusieurs TDS ayant des hébergements précaires (location à la semaine / mois, sans bail) risquent à tout moment une expulsion ;
- Pour les TDS VIH + sans titre de séjour ou de passage, l'accès aux médicaments devient très difficile, avec rupture de traitement ;
- Certain.es TDS se retrouvent contraint.es de retravailler afin d'assurer leur survie, avec un risque de violences / agressions accrue ;
- Changement des pratiques sexuelles avec les client.es, désormais plus à risque avec une diminution des tarifs, deux facteurs risquant d'entraîner une augmentation des contaminations VIH / IST ;
- Cette reprise de l'activité pour certain.es augmente les risques de propagation et d'infection au COVID-19 ;
- Isolement et problématiques de santé mentale en augmentation ;
- Les TDS HSH et LGBTQI+ risquent de par leur orientation sexuelle et/ou identité de genre d'être confrontés à plus de violence, de discrimination et d'accroître l'isolement dont ils sont déjà victime en temps de non-covid 19. Cette situation va entraîner une augmentation des troubles psychiques de ce public fragilisé.

A noter que les situations changent très vite, quasi quotidiennement, et qu'une évaluation constante est donc nécessaire.

Afin de répondre au mieux à cette crise et aux urgences pour les TDS, les besoins identifiés sont les suivants :

- Assouplissement des conditions d'octroi d'aide sociale ou de revenus d'intégration dans les CPAS (également pour les personnes sans-papiers) ;
- Accès facilité aux différents services d'aide alimentaire, sans distinction en fonction de la commune de résidence et/ou public cible ;

- Réquisition de chambres d'hôtels pour les TDS sans solution d'hébergement ou ayant besoin d'un hébergement d'urgence pour être mise à l'abri (en cas de violence p.ex) ; y compris pour les personnes sans-papiers ou sans titre de séjour ;
- Meilleur accès aux différents services de santé : SSR, dépistage et prise en charge IST / VIH ;
- Plus globalement, empêcher les discriminations dans l'accès à la santé et au logement ;
- Création d'un fond d'urgence spécifique aux TDS, afin de venir en aide à celles et ceux qui ne rentrent pas dans les conditions d'octroi habituelles d'aides sociales

Afin de lutter au mieux contre l'épidémie de COVID-19 et de répondre à l'urgence sociale et sanitaire, ces besoins primaires nous semblent essentiels. Nos associations se tiennent à votre disposition pour tout échange afin d'envisager la suite, tant pour la durée de la crise que pour l' « après ».

Très cordialement,

Les organisations Alias, UTSOPI, Espace P et Médecins du Monde

